

Texte introductif

La Transition énergétique a besoin de vous !

En 2003, notre pays a décidé de sortir du nucléaire définitivement en 2025. Malheureusement, depuis lors, les gouvernements qui se sont succédés n'ont pas mis en place les conditions nécessaires à cette sortie.

Malgré cela, notre système électrique a déjà entamé sa mutation vers un système électrique basé sur les renouvelables et l'efficacité énergétique. La transition est en marche au niveau mondial et n'attendra pas les politiques belges ! Grâce à cela, et à condition de prendre aujourd'hui les mesures qui s'imposent, nous pouvons encore sortir du nucléaire en 2025.

Il ne s'agit bien évidemment pas de "retourner à la bougie" ou même de risquer des "black out" comme certains voudraient nous le laisser croire...

Un ensemble de solutions existent qui peuvent être mises en place aujourd'hui à condition qu'il y ait une vraie volonté politique! Mais aujourd'hui, les réacteurs nucléaires sont un frein au développement de ces solutions !

Aujourd'hui c'est à vous d'agir !

Nos ministres de l'énergie ont lancé un questionnaire en ligne pour demander l'avis des citoyens.

C'est une occasion unique de leurs montrer notre volonté d'accélérer la transition énergétique dans notre pays et de sortir du nucléaire en 2025.

Nous vous proposons un modèle-type pour répondre à ce questionnaire. Nous vous encourageons aussi à vous faire votre opinion.

Pour vous faire votre opinion

Plus d'infos sur un scénario électrique développé par le centre d'étude 3E à la demande des ONGs et qui garantit une sortie du nucléaire en Belgique : <http://www.ourenergyfuture.be>

Ou en est-on avec les renouvelables en Belgique ? : <http://www.apere.org/fr/observatoire-belge-des-energies-renouvelables>

Pour ceux qui veulent aller plus loin, un rapport rendu par Elia, le gestionnaire de réseau, à la demande de la Ministre Marghem, qui analyse nos besoins en électricité en cas de sortie du nucléaire: <http://www.elia.be/fr/a-propos-elia/newsroom/news/2016/20-04-2016-etude-adequation-flexibilite-systeme-electrique-belge>

Proposition de réponse au questionnaire

1 Sécurité d'approvisionnement

La sécurité d'approvisionnement est essentielle pour notre économie, tant pour les citoyens que pour les entreprises. En termes de production d'énergie, la Belgique dépend actuellement en grande partie des importations de combustibles fossiles tels que le gaz naturel, le pétrole et le charbon. Nous devons être en mesure de garantir la sécurité de l'approvisionnement à tout moment; tant pendant qu'après la transition énergétique.

La sécurité d'approvisionnement ne concerne pas seulement l'électricité mais également le chauffage, le transport et l'industrie. La qualité et la fiabilité des infrastructures sont essentielles.

En matière d'électricité, plusieurs éléments sont importants. Nous devons pouvoir importer et exporter suffisamment vers les pays voisins, mais surtout nous devons garantir qu'il y ait toujours de l'électricité en suffisance pour les ménages et les entreprises de notre pays. Ni le vent ni le soleil ne sont présents en permanence. Afin de toujours disposer d'électricité en suffisance, de plus en plus de flexibilité est nécessaire.

Quelle importance attribuez-vous à ce que la sécurité d'approvisionnement soit élevée ? Quitte à ce qu'elle entraîne une facture d'énergie plus élevée.

Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

Très important, je ne pourrais tolérer une seconde sans électricité et suis disposé à payer un supplément pour cela

Important, une pénurie pourrait être acceptée à titre très exceptionnel

Pas trop important, je suis prêt à réduire ma consommation occasionnellement sous un certain niveau, par exemple en reportant ma lessive et en n'utilisant pas mon four, à condition que je puisse bénéficier d'une réduction de ma facture.

Pas important, de temps en temps, l'électricité peut venir à manquer, si c'est moins cher.

Que pensez-vous de la tarification dynamique? Cela signifie que le prix de l'électricité dépendra du moment de consommation. Quiconque consommera plus d'énergie pendant les périodes où il y a beaucoup de production d'énergie (p. ex. en été le dimanche après-midi) et moins durant les périodes de forte demande d'énergie (par exemple en hiver à 18h00) pourra en profiter financièrement.

Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

Je pense qu'il s'agit d'une évolution positive et que tout le monde devrait pouvoir en bénéficier

Je pense qu'il s'agit d'une évolution positive, même si seulement une partie de la population en tirera profit

Je pense qu'il ne s'agit pas d'une bonne évolution, car trop fastidieux

Je pense qu'il ne s'agit pas d'une bonne évolution, car ça augmente la disparité entre les consommateurs moins actifs et fragilisés et les autres

Je n'ai pas d'opinion

Aujourd'hui, environ 50% de l'électricité est produite à partir d'énergie nucléaire. La loi de sortie du nucléaire met un terme à la production d'énergie nucléaire d'ici 2025. L'accent est mis sur les énergies renouvelables et la flexibilité, mais pour assurer la sécurité d'approvisionnement, différents choix sont nécessaires. Comment concevez-vous le mix énergétique idéal (ex. centrales au gaz, importations, plus d'énergie renouvelable, stockage,...) ?

Dans l'ordre d'importance.

La fermeture des centrales en 2025 est une priorité absolue pour moi.

La réduction de consommation

Ensuite une optimisation des consommations (Gestion de la demande) et des mécanismes de marché.

Le développement d'un réseau étendu et intégré pour optimiser l'utilisation des renouvelables.

Développement des renouvelables intégrés dans ce réseau

Les solutions de stockage doivent être appréhendées en fonction de leur coût mais aussi en tenant compte de leurs impacts (Pollutions liées aux batteries)

Un soutien aux centrales gaz ne peut être envisagé que une fois les autres mesures implémentées.

Le scénario <https://www.ourenergyfuture.be/> offre une bonne base de réflexion.

2 Energie Abordable

La transition énergétique doit parvenir à un certain équilibre entre les coûts (dont le remplacement des outils actuels, l'adaptation des infrastructures) et les bénéfices (tels que l'emploi, la balance commerciale, l'innovation et l'environnement). Une partie des efforts doit être fournie dès à présent pour des retombées au profit des générations futures. L'inaction et la passivité coûteront nettement plus cher à l'avenir.

Le coût de l'énergie doit cependant rester sous contrôle. Cela implique l'usage de trois leviers : le prix de l'énergie, la réduction de la consommation (sur les plans comportemental et technologique) et la production locale. Le coût d'accès à l'énergie constitue un facteur essentiel pour la compétitivité de l'économie belge et des entreprises. Il constitue également un frein à l'accès pour les consommateurs fragilisés, pour lesquels la précarité énergétique est influencée par les ressources du ménage et les caractéristiques énergétiques du logement.

La vitesse de la transition énergétique est un enjeu considérable. Une vitesse plus élevée implique des coûts initiaux plus importants. Indiquez sur l'échelle suivante la vitesse de la transition énergétique que vous préférez

- Transition progressive (1): les investissements et les coûts augmentent progressivement, mais les bénéfices (en termes d'emplois et d'environnement) se feront un peu plus attendre;
- Transition rapide (6): les investissements et les coûts sont élevés à court terme et permettent de profiter rapidement des bénéfices

Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

1 2 3 4 5 **6**

Qui doit, d'une manière générale, supporter le coût de la transition ?

La collectivité ? Ou le consommateur/utilisateur, selon le principe de pollueur-payeur ?

Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

celui qui consomme beaucoup, doit payer

celui qui consomme beaucoup, doit payer, mais avec des régimes spécifiques selon les profils de consommation

La collectivité doit payer, le coût est solidairement supporté

Pas d'opinion

Le coût généré par les émissions de CO2 est actuellement faiblement payé par ceux qui causent les émissions mais pris en charge par la collectivité. Un nombre croissant d'experts s'accordent à dire que le meilleur moyen de réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre serait d'appliquer un prix à ces émissions (on parle de prix carbone). Serait-elle opportune, en matière de transport et de chauffage considérant que de nombreux pays européens s'y sont déjà mis (ex. la France) ?

Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

Oui, sans condition

Oui, seulement si cela se fait à l'échelle européenne voire planétaire

Oui, si les taxes sont diminuées par ailleurs de manière proportionnelle (il s'agit d'un « tax shift », tel que par ex. diminution des taxes sur le travail, réduction de l'impôt des personnes physiques,...)

Oui, à condition que d'autres mesures soient prises pour réduire de manière équivalente le prix de l'énergie (ex.

diminution des autres charges et taxes)

Oui, à condition que les recettes soient utilisées pour la transition énergétique

Non, hors de question, je préfère d'autres moyens de décarboner l'économie, même s'ils sont plus complexes à mettre en œuvre, et donc ne mettant pas en place le principe de pollueur-payeur

3 Durabilité

L'énergie la plus durable est celle qu'on ne consomme pas, et moins on consomme, moins la facture d'énergie est élevée. On peut économiser l'énergie de différentes manières. En misant davantage sur l'efficacité énergétique (isolation, rénovation, utilisation d'appareils éconergétiques), d'une part, et en mettant l'accent sur un changement de comportement, d'autre part.

Le futur paysage énergétique sera tout autre. À terme, la majeure partie de notre énergie proviendra de sources renouvelables et de technologies à faibles émissions de carbone. Nous évoluons de plus en plus vers un système de production décentralisé. La question est dès lors de savoir comment éliminer les seuils afin d'encourager les investissements dans l'électricité verte, comment adapter notre mobilité, et ce que nous pouvons faire avec les pouvoirs locaux pour accroître l'acceptation sociétale.

Un des objectifs du pacte énergétique est de réduire fortement la consommation actuelle d'énergie et de faire davantage appel à des sources d'énergie renouvelables (vent, soleil, chaleur, ...). De quelle manière les pouvoirs publics doivent-ils s'y prendre pour atteindre ce but (1 seule possibilité de choix) ?

Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous[ac1]

Les pouvoirs publics doivent récompenser les citoyens et les entreprises qui investissent dans l'énergie renouvelable et les mesures d'économie d'énergie (p.ex. par le biais de primes, de réductions d'impôts...)

Les pouvoirs publics doivent obliger les citoyens et les entreprises à investir dans l'énergie renouvelable et les mesures d'économie d'énergie

Les pouvoirs publics doivent décourager l'utilisation des sources d'énergie polluantes (p.ex. en taxant plus lourdement les combustibles fossiles (gaz naturel, mazout, diesel, essence)

En 2030, nous chaufferons principalement notre habitation...

Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

Au mazout (avec des chaudières au mazout)

Au gaz (avec des chaudières et des chauffe-eau au gaz)

À l'électricité (avec un chauffage électrique et un chauffage électrique à accumulation,...)

À partir de chaleur verte (avec des pompes à chaleur, des chauffe-eau solaires, des chaudières à pellets, la géothermie,...)

La vente de véhicules équipés d'un moteur thermique à essence ou diesel doit être entièrement interdite:

Contexte: Nos voisins néerlandais envisagent d'interdire entièrement les voitures particulières à carburant fossile à partir de 2030, alors qu'au Royaume-Uni et en France, ce devrait aussi être le cas à compter de 2040]

Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

Avant 2030

Entre 2030 et 2040

Au-delà de 2040

Ces véhicules ne doivent pas être interdits

Questions générales relatives à la politique énergétique

1. pas du tout d'accord, exclu
2. certainement pas d'accord
3. plutôt pas d'accord
4. plutôt d'accord
5. certainement d'accord
6. très bonne idée, 100% d'accord

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

	1	2	3	4	5	6
Suppression totale des incitants pour l'usage des énergies fossiles de manière globale						X
Soutien financier à la démolition de logements et bâtiments anciens, associée à de nouvelles constructions économes en énergie					X	
Les pouvoirs publics doivent rendre leurs propres bâtiments aussi éconergétiques que possible						X

